

"Qu'est-ce pour vous la liberté d'expression?" : hommage à Samuel Paty dans les toutes les écoles de France

Paris, 15 oct. 2021 (AFP) -

"Qu'est-ce pour vous, la liberté d'expression?, A-t-on le droit de blasphémer?" Tout au long de la journée de vendredi, écoliers, collégiens et lycéens rendent hommage à Samuel Paty, tué il y a un an pour avoir montré en classe des caricatures de Mahomet.

Minute de silence, débats en classe, projection de documentaires autour de la laïcité... Charge aux équipes pédagogiques de décider du contenu de cet hommage.

"Les établissements ont la liberté de s'organiser. Cela pourra prendre la forme d'échange, de discussion. C'est l'occasion de parler de la place du professeur, du savoir", a expliqué jeudi le ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer.

A Villeneuve-d'Ascq, près de Lille, des élèves de 1ère générale du lycée Raymond-Queneau ont échangé pendant une heure vendredi matin autour de la liberté d'expression, lors d'un cours d'EMC (éducation morale et civique).

"Qu'est-ce pour vous la liberté d'expression? Est-ce que vous vous sentez libres de vous exprimer dans la vie de tous les jours sans blesser les autres? A-t-on le droit de blasphémer?", demande Anne-Sophie Branque, professeure d'histoire-géographie, à sa classe d'une vingtaine d'élèves de 15 ans.

"Samuel Paty avait fait un cours en parlant du prophète", avance Chaymae, une élève de la classe. "Non, il a fait un cours sur la liberté d'expression en utilisant des caricatures de Charlie Hebdo en tant qu'exemple", reprend la professeure. "Attention à ce que vous avez comme information. Il ne faut surtout pas faire d'amalgame. On a dans nos cours la liberté pédagogique. Samuel Paty a fait son cours sans offenser l'autre", a-t-elle insisté auprès de la classe.

Le contenu de cette heure de cours dépend aussi "de l'âge des élèves. Pour des élèves assez jeunes, ça sera plutôt des choses du type: +Quel est la place du professeur pour vous?+ (...) Plus l'élève est grand, plus c'est facile de parler d'esprit critique", précise le ministère, soulignant qu'"en général, c'est à partir du CP qu'on peut faire ce genre d'hommage".

Il est "extrêmement difficile" d'expliquer aux enfants ce qui s'est passé le 16 octobre 2020 mais "c'est important de dire la vérité aux enfants", selon la ministre de l'Enseignement supérieur Frédérique Vidal, interrogée sur Franceinfo.

En revanche, Jean-Michel Blanquer a déjà prévenu: si ces hommages venaient à être "perturbés", les élèves concernés seraient "sanctionnés", a-t-il insisté au micro de RMC jeudi.

- "Rendre hommage dignement" -

Mercredi déjà, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin avait appelé les préfets à une "vigilance totale" lors de cet hommage, et plus particulièrement "dans et aux abords des établissements scolaires".

Du côté des enseignants, Sophie Vénéritay, secrétaire générale du Snes-FSU, premier syndicat du secondaire (collèges et lycées), explique qu'on "sent beaucoup d'émotion qui remonte chez les profs à la veille de cet hommage, face aux souvenirs et au choc que cela a représenté".

"Il y a une volonté des enseignants de vouloir lui rendre hommage dignement", dit-elle.

Samedi, "dans l'entrée même du ministère, une plaque qui pour toujours rendra hommage à Samuel Paty sera inaugurée. Le Premier ministre viendra, ainsi que d'autres membres du gouvernement, avec les parents et la famille de Samuel Paty", a souligné M. Blanquer.

La famille sera ensuite reçue dans l'après-midi à l'Élysée par Emmanuel Macron.

En parallèle, un square Samuel-Paty sera également inauguré samedi face à la Sorbonne, lors d'une cérémonie que la mairie de Paris veut simple et recueillie.

Le 16 octobre 2020, ce professeur d'histoire-géographie de 47 ans avait été poignardé puis décapité près de son collège, à Conflans-Sainte-Honorine, par Abdoullakh Anzorov, réfugié russe d'origine tchéchène, tué peu de



temps après par la police.

Le jeune homme de 18 ans, radicalisé, lui reprochait d'avoir montré en classe des caricatures de Mahomet. Il avait pris connaissance de la polémique autour des caricatures avec une vidéo sur internet de Brahim Chnina, père d'une collégienne.

L'adolescente, exclue pour indiscipline, avait menti à son père: elle avait assuré avoir été sanctionnée pour s'être élevée contre la demande de M. Paty faite aux élèves musulmans, selon elle, de se signaler lors de ce cours.

asm-mk-cmk-al/cb/or

Afp le 15 oct. 21 à 11 06.

